



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 432 – 11 février 2022

Régional

L'UE investira 150 Mds EUR en Afrique d'ici 2027 dans le cadre du programme Global Gateway

Le 10 février 2022, la présidente de la commission européenne [a annoncé](#) que l'Union européenne (UE) allait investir plus de 150 Mds EUR, jusqu'en 2027, sur le continent africain. Ces investissements se feront dans le cadre du programme "Global Gateway", doté d'une enveloppe de 300 Mds EUR de fonds publics et privés, et qui vise, entre autres, à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier ou encore à œuvrer pour la protection de l'environnement, à l'amélioration de la sécurité sanitaire ou au renforcement des chaînes de compétitivité mondiales. Cette annonce précède de quelques jours le sommet UE – Union africaine (UA) qui se tiendra les 17 et 18 février 2022 à Bruxelles.

L'Afrique de l'Ouest aurait absorbé 45% des fonds levés en 2021 en Afrique dans le domaine de la technologie

Le 3 février 2022, le fonds d'investissement américain Partech [a publié](#) son rapport 2021 sur les levées de fonds par l'écosystème de la Tech africaine – à noter que ne sont comptabilisées que les levées supérieures à 200 000 USD). Ainsi, sur le continent en 2021, les entreprises technologiques ont levé près de 5,2 Mds USD, soit une progression annuelle de 264%. L'Afrique

LE CHIFFRE À RETENIR

2,3 Mds USD

Montant total des levées de fonds
(notables) réalisées par les entreprises
technologiques en Afrique de l'ouest

de l'Ouest est la région la plus dynamique sur le marché de la Tech en 2021, avec près de 2,3 Mds USD de financements, soit près de 45% du montant global. En effet, le Nigeria occupe la 1^{ère} place (sur 29) sur le continent, avec 1,8 Md USD mobilisé en 2021. En Afrique de l'Ouest, suivent le Sénégal (353 M USD ; 5^{ème} place continentale) et le Ghana (167 M USD ; 6^{ème}). Enfin, plus modestement apparaissent également la Côte d'Ivoire (17 M USD ; 14^{ème}), le Togo (6 M USD ; 16^{ème}), la Sierra Leone (2 M USD ; 21^{ème}), le Bénin (2 M USD ; 22^{ème}), le Mali (1 M USD ; 24^{ème}) et le Burkina Faso (0,2 M EUR ; 27^{ème}).

4 M USD de la BAfD pour soutenir les entrepreneures en Afrique de l'Ouest

Une convention de financement de 4 M USD [a été signée](#), le 27 janvier 2022, entre la Banque africaine de développement (BAfD) et ONU Femmes afin d'améliorer l'accès des femmes entrepreneures aux marchés publics en Afrique de l'Ouest. Partant du constat que les entreprises appartenant aux femmes n'ont accès qu'à 1% des marchés publics, le projet, qui sera déployé au

Sénégal, au Mali, au Nigéria et en Côte d'Ivoire, vise à : (i) améliorer la législation des marchés publics ; (ii) doter les femmes de compétences techniques leur permettant d'accéder aux marchés publics et de gérer leurs activités en ligne. Dans le cadre de ce projet, ONU Femmes va travailler avec les agences nationales d'approvisionnement, les départements en charge des petites et moyennes entreprises, ainsi qu'avec les femmes entrepreneures.

Lancement du programme TERSAA pour la résilience des systèmes agricoles et alimentaires

Le 25 janvier 2022, [a été lancé](#) à Lomé le programme de Transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires (TERSAA) qui sera mis en œuvre dans 5 pays, dont 3 en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso et Togo). D'un montant de 3,7 M EUR et financé à près de 60% par l'Agence française de développement (AFD), il sera exécuté par l'ONG Acting for Life sur une durée de 3 ans et visera à faciliter une meilleure articulation entre agriculture familiale et marchés locaux ainsi qu'à fournir un appui à la transition agro écologique et à la démarche qualité. De façon spécifique, les objectifs sont : (i) apporter de nouveaux débouchés commerciaux aux producteurs ; (ii) diffuser des pratiques durables et résilientes ; (iii) mobiliser les acteurs pour un développement durable des systèmes alimentaires sur les territoires.

🍷 Bénin

Lancement d'un nouveau programme de coopération avec l'UE

Dans [un communiqué](#) daté du 8 février 2022, le Ministère de l'Economie et des Finances a annoncé la mise en place d'un nouveau programme de coopération avec l'Union européenne (UE). En ligne avec les priorités du Programme d'actions du gouvernement (PAG), ce partenariat, sur la période 2021-2024, couvrira les domaines suivants : (i) le renforcement du capital naturel et humain ; (ii) la promotion de la

croissance verte et du numérique ; (iii) la promotion d'une société prospère et sécurisée. L'UE devrait apporter un financement de 255 M EUR pour la mise en œuvre du programme. Selon l'Ambassadrice de la délégation de l'UE au Bénin, il permettra de poursuivre la prise en charge des défis socio-économiques et sécuritaires.

🍷 Burkina Faso

S&P dégrade la note du pays à CCC+

Le 27 janvier 2022, l'agence de notation financière Standard & Poor's [a dégradé](#) la note de crédit de long terme en devises étrangères du Burkina Faso de "B" à "CCC+". Suivant l'échelle de notation de l'agence, cette notation indique la vulnérabilité du pays et reflète la détérioration de sa solvabilité, en raison de l'incertitude accrue suite au coup d'État militaire de janvier dernier. S&P souligne en outre avoir mis sous surveillance la note du pays et estime que le pays n'est pas à l'abri de possibles sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA, à l'instar du Mali.

Suspension des activités de la MCC

Dans [un communiqué](#) publié le 31 janvier 2022, la Millenium Challenge Corporation (MCC) a annoncé interrompre les activités liées à son programme au Burkina Faso en raison du coup d'état militaire du 23 janvier 2022. Ce programme, signé en août 2020 pour un montant de 450 M USD, visait à renforcer le secteur énergétique du pays. Pour rappel, le pays avait bénéficié d'un 1^{er} partenariat avec la MCC pour un montant de 480 M USD sur la période 2005-2014 qui visait notamment le développement de l'agriculture, du régime foncier, des infrastructures routières et l'éducation des filles.

🍷 Cap-Vert

Le pays intègre officiellement la ZLECAf

Le Cap-Vert est devenu le 41^{ème} pays à déposer son instrument de ratification de la zone de libre-

échange continentale africaine (ZLECAf), selon un [communiqué](#) de l'Union Africaine en date du 6 février 2022. A ce jour, 54 pays africains ont procédé à la signature de l'accord établissant la ZLECAf, mais le dépôt des instruments de ratification de l'Accord n'a pas encore été réalisé par l'ensemble des pays. Le Premier ministre du Cap-Vert a déclaré à ce titre que la ZLECAf représentait "une opportunité extraordinaire" pour le Cap-Vert d'être inséré dans des espaces économiques dynamiques qui permettent au pays d'accéder et d'attirer des investissements et des marchés.

Mise en place par le gouvernement d'une ligne de crédit de plus de 80 M EUR en faveur des entreprises

Le 2 février 2022, la Secrétaire d'Etat au développement des entreprises [a annoncé](#) la mise en place d'une ligne de crédit en faveur des entreprises d'un montant de 9 Mds CVE (81,6 M EUR) afin de relancer la croissance de l'économie nationale. Dans le détail, 2,7 Mds CVE (24,4 M EUR) seront attribués pour soutenir la trésorerie des entreprises tandis que 6,3 Mds CVE (57,1 M EUR) seront mis à disposition pour les investissements. Enfin, selon le gouvernement, les petites entreprises pourront obtenir jusqu'à 25 M CVE (222,7 K EUR), les moyennes jusqu'à 50 M CVE (453,4 K EUR) et les grandes jusqu'à 100 M CVE (906,9 K EUR).

Côte d'Ivoire

Les services du FMI achèvent leur visite virtuelle en Côte d'Ivoire

Au terme d'une visite virtuelle effectuée du 25 janvier au 3 février 2022, les services du FMI ont relevé que : (i) le variant Omicron a eu des effets limités en Côte d'Ivoire tandis que les autorités intensifient leurs efforts de vaccination ; (ii) l'économie ivoirienne continue de montrer des signes de résilience face à l'impact de la pandémie, avec une croissance soutenue en 2021 ; (iii) l'inflation est en hausse, principalement à cause des prix alimentaires. La

croissance économique devrait rester robuste en 2022 ainsi qu'à moyen terme et pourrait bénéficier de la mise en œuvre des réformes dans le cadre du Plan national de développement (PND) et de la découverte récente d'hydrocarbures. Au niveau des risques baissiers, le FMI souligne : (i) l'émergence de nouveaux variants de la COVID-19 ; (ii) les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales ; (iii) les tensions géopolitiques internationales et (iv) le resserrement des conditions sur les marchés financiers internationaux. Par ailleurs, les services du FMI et les autorités ont convenu que l'une des priorités urgentes reste la nécessité d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures.

Un prêt de 14 M USD pour renforcer la compétitivité des entreprises

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a accordé](#), le 24 janvier 2022, un prêt concessionnel de 14,2 M USD afin de renforcer la compétitivité des entreprises ivoiriennes et d'améliorer le climat des affaires du pays. Dans le détail, il visera à : (i) renforcer la compétitivité du secteur privé en favorisant son accès aux financements et aux services financiers ; (ii) faciliter l'accès des Petites et moyennes entreprises (PME) aux marchés nationaux et d'exportation, dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ; (iii) soutenir les femmes entrepreneurs et la transition des entreprises du secteur informel vers l'économie formelle.

115 dossiers de plaintes et de dénonciations déposés auprès de la HABG au 30 novembre 2021

Selon le [Président de la Haute autorité pour la bonne gouvernance](#) (HABG), au 30 novembre 2021, l'institution avait identifié 7 241 personnes assujetties à la déclaration de patrimoine pour un taux global de déclaration de 78,6%, avec un objectif d'atteindre 100% le plus rapidement possible. En outre, l'organisation a reçu sur les 11 premiers mois de l'année 2021, 115 dossiers de plaintes et de dénonciations et en a examiné 96,

dont 27 ont donné lieu à l'ouverture d'une enquête tandis que 23 autres portaient sur des cas de dysfonctionnement du service public et ont été transférés à d'autres administrations pour compétence.

Gambie

40 M USD de la BM pour développer une chaîne de valeur agricole inclusive

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques et la Banque mondiale (BM) [ont signé](#), le 8 février 2022, un accord de financement de 40 M USD pour le Projet de développement de la chaîne de valeur agricole inclusive et résiliente en Gambie (GIRAV). D'une durée de 5 ans, il visera à : (i) améliorer l'environnement des affaires pour le développement de l'agriculture commerciale ; (ii) le développement d'un système agroalimentaire productif et résilient au climat ; (iii) la mobilisation des investissements privés dans les activités productives. Il mettra particulièrement l'accent sur les petits exploitants agricoles et les agro-entreprises et s'étendra dans 35 des 43 districts nationaux.

Libéria

10 M EUR de la France en faveur des communautés vulnérables de Monrovia

Le gouvernement libérien [a annoncé](#), le 2 février 2022, avoir signé un accord de subvention d'un montant de 10 M EUR avec son homologue français pour soutenir les communautés vulnérables du Grand Monrovia. Venant en appui à la stratégie nationale de développement pour la réduction de la pauvreté du Libéria, cette subvention visera particulièrement, dans 3 quartiers du Grand Monrovia, à améliorer l'accès aux services de bases et aux infrastructures de mobilité ainsi qu'à œuvrer pour la mise en place d'espaces publics de qualité et résilients aux effets du changement climatique.

40 M USD de la BM pour la mise en place du programme LIFT

Le 9 février 2022, la Banque mondiale (BM) [a approuvé](#) un financement d'un montant de 40 M USD, octroyé par l'Association internationale pour le développement (IDA), dans le cadre du Projet d'investissement, de finance et de commerce au Libéria (LIFT). Il visera à améliorer le climat d'investissement, élargir l'accès durable au financement et accroître l'efficacité du commerce dans le pays. Dans le détail, ce projet aura 3 axes d'intervention prioritaires : (i) améliorer le climat d'investissement et le commerce, à hauteur de 16 M USD, à travers notamment le soutien à l'investissement privé ; (ii) améliorer l'accès des PME aux marchés et à la finance, à hauteur de 11 M USD ; (iii) la mise en place de services financiers numériques, à hauteur de 9 M USD. En outre, 4 M USD seront alloués à la mise en œuvre du projet, son suivi et son évaluation.

Mali

Moody's dégrade la note du pays à Caa2

Le 4 février 2022, l'agence de notation financière Moody's [a annoncé](#) avoir dégradé la note en devise à long terme du Mali de "Caa1" à "Caa2". Selon l'agence, cette dégradation est justifiée par les paiements manqués par le pays depuis le 28 janvier 2022 pour les titres émis sur le marché régional de l'UEMOA, en raison des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA au gouvernement du Mali début janvier 2022. En outre, les notes de l'agence ont été placées sous revue pour un nouvel abaissement afin d'anticiper une détérioration de la situation si les négociations entre les différentes parties n'aboutissent pas rapidement à un accord. Ainsi, elle maintiendrait probablement la note de "Caa2" en cas d'accord entre le pays et la CEDEAO pour une levée des sanctions, mais la dégraderait probablement dans le cas d'une prolongation de ces dernières et d'un arrêt définitif du soutien financier de la communauté internationale.

❖ Mauritanie

Ouverture d'une ligne maritime entre l'Algérie et le port de Nouakchott

L'ouverture de la première ligne maritime entre la Mauritanie et l'Algérie [a été annoncée](#) cette semaine pour une mise en service à la fin du mois de février. Cette ligne maritime permettrait de réduire le délai d'exportation entre les deux pays à 5 jours ainsi que les coûts. En effet, la plupart des marchandises échangées entre les deux pays transitent par des ports européens, ce qui ajoute des coûts au transport qui se répercutent sur le prix des produits à l'arrivée. La création de cette nouvelle ligne permettra à la Mauritanie de diversifier ses approvisionnements – notamment par rapport au Maroc. Pour rappel, la Mauritanie importe essentiellement d'Algérie des matériaux de construction, des produits agroalimentaires et y exporte des produits halieutiques. L'ouverture de cette ligne maritime se fait en parallèle de la réouverture de la ligne aérienne entre les deux pays.

❖ Niger

Signature d'un accord de financement de 15 M EUR avec le Luxembourg

Le 9 février 2022, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération du Niger et le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire du Grand-Duché de Luxembourg [ont signé](#) un accord de financement de 15 M EUR. Cet accord permettra de financer le Projet d'appui au développement de l'inclusion financière au Niger (PADIF-Niger). Ce projet qui vise à soutenir l'accès des populations vulnérables aux sources de financement, s'inscrit dans le cadre du dernier Programme Indicatif de Coopération (PIC IV) entre le Luxembourg et le Niger dont le budget s'élève à 144 M EUR.

Signature d'un accord de financement de 51,8 M EUR avec la BM

Le 3 février 2022, le Ministre du Plan du Niger et la Directrice des opérations de la Banque mondiale (BM) pour le Sahel [ont signé](#) un accord de financement de 34 Mds FCFA (51,8 M EUR). Ce financement, composé d'un prêt de 17 Mds FCFA (25,9 M EUR) et d'un don du même montant, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de renforcement de la résilience du système alimentaire aux chocs en Afrique de l'ouest (FSRP). Il vise à soutenir les producteurs agricoles touchés par les effets du changement climatique. Ainsi, 600 000 producteurs de niébés et d'oignons opérant dans les régions de Diffa, Zinder, Tahoua et Tillabéri seront soutenus.

❖ Sénégal

Près de 5 M EUR accordés par l'UE pour la fabrication de vaccins

Le 9 février 2022, à l'occasion de la visite à Dakar de la présidente de la Commission européenne, le Sénégal et l'Union européenne (UE) [ont signé](#) une convention de plus de 3,2 Mds FCFA (4,9 M EUR) en soutien au projet d'installation de l'usine de production de vaccins dénommée MADIBA (Manufacturing in Africa for Disease Immunization and Building Autonomy). Cet accord s'inscrit dans le cadre de l'initiative de l'Equipe Europe pour la fabrication et l'accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique. Le projet, d'un coût global de 114 Mds FCFA (173,8 M EUR) et confié à l'Institut pasteur de Dakar, vise à diminuer les importations de vaccins en Afrique (99% de l'approvisionnement) et à assurer la souveraineté pharmaceutique des pays du continent.

1,6 M de tonnes de fruits et légumes récoltés en 2021

Selon le Directeur de l'Horticulture, la production en fruits et légumes [a atteint](#) 1,6 M de tonnes en 2021, dont 106 K tonnes exportées pour un montant généré de 75 Mds FCFA (114,3 M EUR). A l'horizon 2023, le gouvernement compte porter la production à 2 M de tonnes. Les

légumes, notamment la pomme de terre et l'oignon, comptent pour plus de 80% du stock horticole du Sénégal. Cependant, la principale difficulté du pays reste le défaut de stockage. A titre d'exemple, la production en oignon est ressortie à 400 K tonnes alors que le besoin annuel est estimé à 300 K tonnes et que le pays continue à en importer.

Sierra Leone

Lancement officiel d'un projet de surveillance des mouches de fruits

La Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en collaboration avec l'Union européenne (UE) et l'Agence française de développement (AFD), [a procédé au lancement](#) officiel du Système régional innovant de contrôle des mouches de fruits en Afrique de l'Ouest en Sierra Leone. Créé en août 2020 pour prendre la suite du Projet de soutien régional de lutte et de contrôle des mouches de fruits (PLMF), il est doté d'un montant d'environ 14 M EUR sur la période 2020-2024 (contre 23,5 M EUR sur la période 2014-2019 pour le PLMF). Avec l'adhésion de la Sierra Leone, ce programme est désormais appliqué dans 12 des 15 pays membres de la CEDEAO. Son objectif principal est, grâce à un dispositif de surveillance et d'alertes précoces, d'améliorer les revenus des producteurs de fruits et légumes, en particulier dans la filière mangue, afin de contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans la sous-région. En termes d'impact, le [PLMF](#) a permis la réduction de 57% des interceptions de mangues aux frontières de l'Europe et a contribué à l'augmentation des exportations de mangues de la CEDEAO vers l'Europe en 2019.

Togo

Extension du projet de filets sociaux

Le 4 février 2022, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) [a sélectionné](#) 900 villages bénéficiaires du financement additionnel du Projet de filets sociaux et services de bases (FSB). Au cours de l'année 2022, près de 125 000 ménages vont ainsi recevoir des transferts monétaires de 15 000 FCFA (22,9 EUR) par trimestre et 15 000 d'entre eux bénéficieront d'un accompagnement à la réalisation d'activités génératrices de revenus. Initialement prévu pour arriver à son terme en décembre 2021, ce programme a bénéficié d'un financement additionnel de 18 Mds FCFA (27,4 M EUR) permettant de l'étendre jusqu'en juin 2023. Il est financé à hauteur de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) par la Banque mondiale, de 6,5 Mds FCFA (10 M EUR) par l'Agence française de développement et 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR) par l'Etat togolais.

Le taux d'intérêt légal fixé à 4%

Le 7 février 2022, le gouvernement a adopté un décret fixant le taux d'intérêt légal à 4% pour l'année 2022. Cette décision marque une nouvelle baisse de ce taux par rapport aux deux précédentes années (4,2391% en 2021 et 4,5% en 2020). L'intérêt légal, mis en place dans les pays de l'UEMOA à partir de 2014, représente l'indemnité qu'un débiteur doit à son créancier à titre de dommages et intérêts, lorsqu'il s'acquitte avec retard de ses engagements et à défaut d'un taux préalablement fixé entre les deux parties. Il est fixé pour la durée de l'année civile.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international